

Renforcer l'action mondiale sur les droits fonciers collectifs pour le climat, la conservation et les moyens de subsistance

Discussion de haut niveau co-organisée par le Foreign Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni et l'Initiative des droits et ressources (Rights and Resources Initiative, RRI)

16 septembre 2021

Intervenants et co-organisateur

Biographies des intervenants

Solange Bandiaky-Badji est coordinatrice de l'Initiative des droits et ressources (RRI). Elle est également présidente du Rights and Resources Group, le mécanisme de coordination à but non lucratif de la coalition RRI basée à Washington, D.C. Elle a précédemment dirigé la stratégie d'engagement de RRI en Afrique, en mettant l'accent sur la réforme des droits fonciers, ainsi que le programme thématique de RRI sur la justice de genre. Avant RRI, elle était chez PartnersGlobal, où elle a dirigé des programmes sur l'accès à la justice, la réforme du secteur de la sécurité et la consolidation de la paix. Elle a également travaillé en tant qu'experte régionale sur le genre et le changement climatique pour le Programme d'Adaptation Africain (PAA) et l'équipe genre du PNUD/BDP à New York. Bandiaky-Badji est titulaire d'un doctorat en études sur les femmes et le genre de l'Université Clark, Massachusetts, et d'une maîtrise en sciences de l'environnement et en philosophie de l'Université Cheikh Anta Diop, Sénégal. Elle a publié et largement contribué à la recherche sur la gestion des ressources naturelles, la décentralisation, les réformes de la tenure forestière locale et la participation des femmes aux solutions climatiques et à la consolidation de la paix.

Chris Penrose-Buckley est responsable principal de la politique foncière au Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni. Il est titulaire d'une maîtrise en développement rural et en économie agricole de l'Imperial College de Londres. Chris est un spécialiste de l'agriculture et du développement rural avec 19 ans d'expérience dans l'agriculture des petits exploitants, le développement des marchés et la gestion des ressources naturelles en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Depuis 2011, il travaille en tant que conseiller en moyens d'existence au sein de l'OEDT, dirigeant initialement le rôle de la politique alimentaire et agricole où il a rédigé un nouveau cadre conceptuel de l'OEDT pour l'agriculture en 2013, et en tant que responsable de l'OEDT sur la nutrition et l'extrême pauvreté au Bangladesh jusqu'en 2016.

Tuntiak Katan, autochtone Shuar de l'Équateur, est le coordinateur général de l'Alliance globale des communautés territoriales (AGTC), qui regroupe quatre organisations autochtones internationales représentant plus de 600 millions d'hectares de forêts tropicales. Il est également vice-coordinateur général de la Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA). Il s'est

exprimé lors du sommet d'action climatique de l'ONU de 2019 sur le changement climatique au nom du Forum international des peuples autochtones sur le changement climatique (FIPACC), un groupe de défenseurs des droits des autochtones qui œuvrent en faveur d'une participation et d'une inclusion plus solides au niveau de l'ONU en réponse à la crise climatique.

Deb Haaland, secrétaire d'État à l'intérieur des États-Unis, est entrée dans l'histoire en devenant la première Amérindienne à occuper un poste de secrétaire d'État. Elle est membre du Pueblo de Laguna et originaire du Nouveau-Mexicain sur 35 générations. Après s'être présentée au poste de lieutenant-gouverneur du Nouveau-Mexique en 2014, la secrétaire Haaland est devenue la première femme amérindienne à être élue à la tête d'un parti d'État. Elle est également l'une des premières femmes amérindiennes à siéger au Congrès. Au Congrès, elle s'est concentrée sur la justice environnementale, le changement climatique, les femmes autochtones disparues et assassinées, et les politiques favorables aux familles.

Rt Hon Lord Goldsmith of Richmond Park est ministre du Pacifique et de l'environnement au sein du Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) et du Department for Environment, Food and Rural Affairs (Defra). Il était auparavant ministre d'État au ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales et au ministère du développement international, et sous-secrétaire d'État parlementaire au ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales.

Stanley Kimaren Ole Riamit est un leader des peuples autochtones de la communauté pastorale Maasai dans le sud du Kenya. Il est le fondateur et directeur d'Indigenous Livelihoods Enhancement Partners (ILEPA), une organisation communautaire des peuples autochtones basée au Kenya. Il a été président du Forum international des peuples autochtones sur le changement climatique (FIPCC), représentant de l'Afrique anglophone auprès du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) de la Banque mondiale et, plus récemment, observateur actif des OSC du Sud auprès du Fonds vert pour le climat (FVC), entre autres.

Fabiola Muñoz Dodero est l'ancienne ministre de l'environnement et de l'agriculture du Pérou et l'ancienne directrice exécutive du Service national des forêts et de la faune sauvage du Pérou (SERFOR), qui dépend du ministère de l'agriculture et de l'irrigation. Avant cela, elle était directrice adjointe de l'Initiative forestière péruvienne, le programme de coopération du Service forestier des États-Unis au Pérou. Avocate de profession, elle a occupé un certain nombre de rôles clés dans les secteurs privé et public, par exemple en tant que conseillère du ministre de l'agriculture. Son expérience s'étend à la coopération internationale et à la coordination entre agences, aux politiques de gestion des ressources naturelles, au développement social associant les secteurs privé et public et à la gestion de l'environnement.

Pasang Dolma Sherpa est directrice exécutive du Center for Indigenous Peoples Research & Development au Népal. Depuis 2009, elle travaille avec les peuples autochtones du Népal sur l'éducation au changement climatique, en particulier dans le domaine des pratiques coutumières et des connaissances traditionnelles des peuples autochtones en matière de conservation et de gestion

durable des ressources naturelles et de la biodiversité. Elle a représenté les peuples autochtones d'Asie et du Pacifique au conseil d'administration de l'UN-REDD pendant trois ans et au comité des participants du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) de la Banque mondiale pendant quatre ans. Elle a également été membre du groupe de travail REDD du ministère népalais des Forêts et de la Conservation des sols pendant huit ans, et a coprésidé le Forum international des peuples autochtones sur le changement climatique (FIPACC).

Joan Carling est la directrice mondiale d'Indigenous Peoples Rights International. Elle est une militante autochtone de la Cordillère et travaille depuis plus de 20 ans sur les questions autochtones, sur le terrain comme au niveau international. Elle est spécialisée dans des domaines tels que les droits de l'Homme, le développement durable, l'environnement, le changement climatique et, en outre, l'application du principe du consentement préalable, libre et éclairé. Elle a été secrétaire générale de l'Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP) de septembre 2008 à décembre 2016. Elle a été nommée experte autochtone de l'Instance permanente sur les questions autochtones (2014-2016) par le Conseil économique et social des Nations unies. Elle s'est vu décerner le prix pour l'ensemble de ses réalisations par ONU Environnement en septembre 2018. Elle est actuellement la co-présidente du Groupe principal des peuples autochtones pour le développement durable-IPMG.

Gustavo Sánchez Valle est membre du comité exécutif de l'Alliance méso-américaine pour les peuples et les forêts et président du conseil exécutif du réseau MOCAF, un réseau mexicain d'organisations des peuples de la forêt qui a grandement contribué au développement des régions rurales du pays. Gustavo participe également à de nombreux forums mondiaux (FCPF, DGM, etc.) pour faire entendre la voix des communautés locales et a récemment travaillé avec RRI et PCN (Proceso Comunidades Negras, Colombie) pour influencer la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en ce qui concerne la participation et la représentation des communautés locales.

Andrea Meza est ministre de l'environnement et de l'énergie au Costa Rica, et présidente de la High Ambition Coalition for Nature and People. Précédemment directrice du changement climatique au ministère de l'environnement et de l'énergie, elle est une experte en développement durable avec plus de 20 ans d'expérience dans la formulation de politiques publiques et l'exécution de projets. Elle a travaillé dans plus de 15 pays d'Amérique latine dans des projets multidisciplinaires financés par diverses organisations multilatérales (BID, Banque mondiale, CAF, Union européenne, PNUD), bilatérales (AECID, GIZ) et des gouvernements nationaux.

Cristián Samper est président et directeur général de la Wildlife Conservation Society et conseiller au Bezos Earth Fund. Il était auparavant directeur du Smithsonian National Museum Natural History (NMNH) à Washington. Il a fondé en 1995 l'Institut de recherche sur les ressources biologiques Alexander von Humboldt, l'institut national de recherche sur la biodiversité de Colombie, et a reçu la médaille nationale de l'environnement et l'ordre de San Carlos du président colombien pour ses contributions. Il est membre du Council on Foreign Relations (CFR) et de l'American Academy of Arts and

Sciences (AAAS). Il a grandi en Colombie et a étudié la biologie à l'Universidad de Los Andes en Colombie avant d'obtenir une maîtrise et un doctorat en biologie à Harvard.

À propos des co-organisateur

L'initiative des Droits et ressources (RRI) :

L'Initiative des droits et ressources est une coalition mondiale de 21 partenaires et de plus de 150 organisations de détenteurs de droits et de leurs alliés qui se consacrent à la promotion des droits aux forêts et aux ressources des peuples autochtones, des peuples afro-descendants, des communautés locales et des femmes de ces communautés. Les membres capitalisent sur les forces, l'expertise et la portée géographique de chacun pour parvenir à des solutions plus efficaces et plus rentables. RRI utilise la puissance de sa Coalition mondiale pour amplifier la voix des populations locales et engager de manière proactive les gouvernements, les institutions multilatérales et les acteurs du secteur privé à adopter des réformes institutionnelles et de marché qui soutiennent la réalisation de leurs droits et leur développement autodéterminé. En faisant progresser une compréhension stratégique des menaces et des opportunités mondiales résultant de l'insécurité des droits sur les territoires et les ressources, RRI développe et promeut des approches des affaires et du développement basées sur les droits et catalyse des solutions efficaces pour étendre la réforme de la tenure rurale et améliorer la gouvernance durable des ressources. Pour plus d'informations : www.rightsandresources.org.

Le Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (OFED)

Le Foreign, Commonwealth and Development Office poursuit les intérêts nationaux du Royaume-Uni et projette le Royaume-Uni comme une force du bien dans le monde. Il promeut les intérêts des citoyens britanniques, sauvegarde la sécurité du Royaume-Uni, défend ses valeurs, réduit la pauvreté et s'attaque aux défis mondiaux avec ses partenaires internationaux. Pour plus d'informations, veuillez consulter : <https://www.gov.uk/government/organisations/foreign-commonwealth-development-office>.